

Extraits du TEMOIGNAGE d'un membre du CADE

Nous étions une vingtaine, mercredi dernier 8 novembre à 17 heures, à la Maison pour tous de Bassussary, à accueillir les invités d'Enedis, maires et élus du Pays basque, à une réunion d'information selon Enedis et non pas à une action de lobbying comme nous le précisera Mr. H. d'ENEDIS, ultérieurement. La réunion devant avoir lieu dans le second bâtiment en retrait, au sein de la Maison pour tous, nous nous sommes d'abord installés à l'intérieur de l'espace, avec nos banderoles.

Le téléphone ayant fonctionné, un élu de Bassussary est venu nous demander de bien vouloir porter notre manifestation qu'il ne contestait pas en dehors, devant la barrière de l'enceinte, ce que nous avons accepté (voir photos). Il savait parfaitement qu'un élu, membre du CM de Bassussary avait demandé au Maire que je le représente lors de cette réunion.

Une altercation a eu lieu avec un représentant d'Enedis (portant bonnet) qui avait pris des photos de certains d'entre nous avec son téléphone portable.

À l'extérieur une discussion animée a eu lieu avec Mr. H qui est venu nous expliquer qu'il était de coutume qu'Enedis invite les élus du Pays basque pour les informer des nouveautés d'Enedis.

Je lui ai fait remarquer qu'un élu du Conseil Municipal de Bassussary, en vacances, lui avait demandé que je le représente et qu'il n'avait pas accepté. Il nous a, alors, fait la proposition de nous rencontrer pour une franche discussion mais que la soirée était uniquement réservée à des élus. L'individu au bonnet a voulu participer à la discussion mais nous avons refusé de discuter avec une personne qui se permettait de photographier des personnes sans leur en demander la permission. La discussion s'est poursuivie uniquement avec Mr. H. qui s'est fait largement interpellé par différentes personnes du collectif.

- La discussion a tourné autour de l'intérêt pour les citoyens d'adopter le Linky : que ceux qui barricadaient leurs compteurs risquaient d'être mis en cause en cas de panne ou d'incendie sur le compteur.
- Sur la question de l'obligation d'accepter le Linky : la référence au fait que le Président du Directoire d'Enedis avait, en février 2016, à la Commission des Affaires économiques de l'Assemblée Nationale, dit qu'Enedis n'avait pas vocation à forcer qui que ce soit, embarrasse Enedis. Mais Enedis essaie de contrer en argumentant qu'en cas de relevé du compteur cela serait payant et qu'en cas de panne Enedis n'interviendrait pas (Service public ?)

Le seul point positif à enregistrer c'est que Mr. H. a reconnu que des poseurs s'étaient comportés « non professionnellement ».

Nous avons donc vu passer les quelques élus qui venaient à cette réunion mais nous n'avons pas enregistré une grande foule. La pluie en était peut être la raison.

Certains d'entre nous ont accueilli leurs élus. Un membre du Conseil Municipal d'Arcangues, actuellement employé ou anciennement employé d'Enedis, est passé devant nous en souriant. D'autres ont écouté nos arguments.

Nous avons levé le camp vers 18 heures 30 ne voyant plus d'élus apparaître